

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
Service National de la
Protection Civile
Etudes et Recherches

REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 24 août 1971.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT,
Direction de l'Aménagement
Foncier et de l'Urbanisme

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
Service des Forêts

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,
LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT,
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
à

CIRCULAIRE N° 71-409

Messieurs les PREFETS de :
AIN, HAUTES-ALPES, ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE,
ALPES-MARITIMES, ARDECHE, ARIEGE, CANTAL,
CORSE, DOUBS, PUY-DE-DOME, HAUTE-GARONNE, ISERE,
JURA, HAUTE-LOIRE, LOZERE, PUY-DE-DOME,
PYRENEES-ATLANTIQUES, HAUTES-PYRENEES,
PYRENEES-ORIENTALES, BAS-RHIN, HAUT-RHIN,
SAVOIE, HAUTE-SAVOIE, TERRITOIRE-DE-BELFORT
VAUCLUSE, VOSGES.

OBJET : Cartes-inventaire des avalanches.
Portée et utilisation de ces documents.

P.J. : 1

I - Parmi les mesures arrêtées par le Gouvernement sur proposition de la Commission d'étude sur la sécurité des stations de montagne, figure l'établissement sous la direction du Ministère de l'Agriculture de cartes-inventaire, à l'échelon 1/20 000, des avalanches dans tous les territoires exposés. (1)

L'exécution des travaux est confiée à l'Institut Géographique National (I.G.N.) qui établit, dans un premier stade, selon un programme qui lui est communiqué par la division "nivologie" du CERAFER, une carte de localisation des zones soumises aux avalanches décelables par l'interprétation des photographies aériennes. Pour chacun des sites, cette étude est suivie d'une enquête sur le terrain qui tient compte des documents pouvant exister localement et de l'avis des personnes compétentes.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de diffusion des cartes auprès des autorités locales et de rappeler, en tant que de besoin, la portée de ces documents.

.../...

(1) - Toutes indications utiles notamment en ce qui concerne l'établissement des listes de sites à traiter, vous ont été données dans de précédentes instructions (cf. circulaires n°s 3807 PN/SI et 3005 PN/5 du Ministère de l'Agriculture des 16 novembre 1970 et 1er février 1971).

II - Les cartes mises au point par l'I.G.N. vous sont transmises par les soins du CERAFER. Il conviendra de les adresser aux maires concernés, qui les soumettront à l'examen de leur conseil municipal après consultation de la commission locale de sécurité et les authentifieront en les annexant à un arrêté qui recevra toute publicité utile et précisera les conditions dans lesquelles la population pourra prendre connaissance de ce document.

En cas de désaccord des maires, il vous appartient de consulter les instances compétentes (la Commission consultative départementale de Protection Civile, et les experts et spécialistes qui pourraient vous paraître utiles) en vue d'une confirmation ou d'une modification du document, après avis de l'Ingénieur responsable de la Division "Nivologie" du CERAFER.

En cas de nouveaurefus des Maires, vous pourrez faire utilisation du pouvoir de substitution prévu par l'article 107 du Code Municipal.

III - Déposées en mairie, les cartes-inventaire des avalanches sont tenues à la disposition de tous ceux qui désirent les consulter.

Vis-à-vis des particuliers, elles n'ont ainsi qu'une valeur de renseignement.

Transmises à toutes les administrations concernées, elles constituent dans la pratique des documents de base en vue de l'établissement des "plans de zones exposées", qui seront préparés sous la responsabilité conjointe des directeurs départementaux de l'Agriculture et de l'Equipement et qui serviront à définir les servitudes correspondantes à inscrire aux plans d'occupation des sols.

IV - Cependant, en attendant la mise au point de ces derniers documents qui seront soumis à l'enquête publique, les administrations et collectivités locales devront tenir compte des renseignements des cartes d'avalanches, à l'occasion de toute décision particulière sur les travaux publics et opérations d'intérêt général.

En outre, vous apprécierez s'il convient de prononcer la révision totale ou partielle du plan d'urbanisme, afin de disposer de la procédure du sursis à statuer en cas de demande de permis de construire dans les zones exposées.

S'il n'existe pas de plan d'urbanisme, le Règlement National d'Urbanisme (notamment art. 3 du Décret 61-1298 du 30 novembre 1961) vous permet de délimiter les terrains soumis à des risques naturels et de prescrire les mesures spéciales qui s'y imposent.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Signé : Raymond MARCELLIN

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DU
LOGEMENT,

Signé : Albin CHALANDON

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Signé : Michel COINTAT

LE SECRETAIRE D'ETAT auprès du
Ministre de l'Intérieur

Signé : André BORD

ANNEXE A LA CIRCULAIRE N° 71-409 DU 24 AOUT 1971
SCHEMA DE L'INSTRUCTION DES CARTES INVENTAIRES DES AVALANCHES



